

le 5 novembre 1984, Christian Drouet, Pascal Ruffier et Catherine  
Gusco comparaissent devant le tribunal correctionnel de Reims.

## PROCES à Reims

LS étaient poursuivis « pour immission sans titre dans les affaires de la police » avec le groupe FLICS ils avaient distribué de fausses convocations à se rendre au commissariat pour se faire fiché. Ils ont été condamnés à 3 000 francs d'amende (1). Mais nous écrit Christian Drouet, ce procès a été celui « de toutes les applications liberticides de l'informatique dans la société ». « Pour nous l'ordinateur n'est qu'un outil performant mais sans intelligence qui peut servir tous les régimes même les plus totalitaires en augmentant ainsi les possibilités de contrôle sur les personnes ». Nous publions des extraits de la déclaration des trois inculpés devant le tribunal.

« Au mois de décembre 1982, des convocations invitant plusieurs centaines de Rémois à se rendre au commissariat pour s'y faire fiché étaient distribuées.

Cette action fut revendiquée par un groupe d'action contre le Fichage Légalisé des Individus Considérés comme Subversifs (FLICS). Son but : sensibiliser les Rémois à la mise en place du fichier Violence Attentats Terrorisme (VAT).

Nous entendions ainsi protester contre ces méthodes de fichage, qui étaient et restent totalement inefficaces à l'égard des tueurs des services secrets, probablement responsables des attentats de l'été 1982.

Aujourd'hui, le gouvernement livre au moins 60 000 à 100 000 noms à la répression. Rappelons-nous 1968 : des listes de noms établies par la DST avaient été communiquées au Service d'Action Civique pour embastiller dans les stades quelques 52 400 personnes.

La Commission nationale informatique et libertés, organisme d'Etat chargé d'examiner chaque création de fichier informatisé dans le domaine public a approuvé la création du fichier antiterroriste. Son principe avait été annoncé par le président de la République en

août 1982. Mais cette mesure, soi-disant prise en réaction à la tuerie de la rue des Rosiers, était prévue bien avant.

Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique, annonçait que sur les 160 000 noms, il y aurait un quart de Français et trois-quarts d'étrangers : cela fait 15 000 Français poseurs de bombes... Soit dit en passant, cela ferait un peu plus de boucan dans le pays.

Le socle de l'édification de nouveau fichier est le fichier « violence politique » des Renseignements généraux, qui comportait 2 000 noms. Dans ce fichier, les militants antinucléaires occupaient depuis longtemps une place privilégiée, ainsi que certains sidérurgistes de la Chiers, à Vireux, depuis 1982. Les Renseignements généraux prévoyaient déjà que le fichier concernerait pour un tiers le terrorisme international, pour un autre tiers l'extrême-gauche, et, pour un dernier tiers, le séparatisme et l'extrême-droite.

### FICHER TOUS CEUX QUI VEULENT UNE AUTRE SOCIETE

Comment trouver les « terroristes » au sein de la population ? N'en doutons pas : la méthode allemande servira de référence. Il s'agit d'abord de ratisser tous les terrains où, selon la doctrine officielle, peuvent germer les graines de violence, donc par définition ceux catalogués comme contestataires virulents, antinucléaires, antimilitaristes, etc. Il faudra ensuite décortiquer la personnalité de chaque suspect, connaître ses opinions, son caractère, ses relations. Ainsi, risquent d'être fichés, celui qui, par une sorte d'enchaînement logique à partir de ses convictions et de sa psychologie, pourrait, selon la police, devenir un terroriste, mais aussi celui qui fréquente des individus louches, etc.

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
MINISTERE DE L'INTERIEUR  
Direction Générale  
de la Police Nationale  
Direction Départementale  
Polices Urbaines  
COMMISSARIAT CENTRAL - REIMS

Réf : 322 — B4

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la mise en place du nouveau fichier informatisé destiné à lutter contre le terrorisme, nous vous demandons de bien vouloir vous présenter à la date suivante :

au bureau 204 du Commissariat Central de Reims, 3, rue Rockefeller, afin d'y être interrogé, photographié et fiché.

Cette convocation ne signifie pas que vous êtes suspecté d'être membre ou sympathisant d'un groupement terroriste. Elle s'inscrit simplement dans le cadre du fichage général de la population entrepris depuis plusieurs années, et qui devrait porter sur les fruits des 1984.

Tout militant que son analyse politique conduit à ne voir d'autre solution aux problèmes actuels qu'un changement radical de société présente des caractéristiques qui peuvent justifier son fichage. De même par exemple, une participation à une manifestation de sidérurgistes ou d'antinuéaires.

Pour obtenir ces 60 000 ou 100 000 noms, la police judiciaire, les Renseignements généraux, la Direction de la surveillance du territoire, la Direction générale à la sécurité extérieure, vont tisser leur toile sur l'ensemble de la population. La logique de l'opération est telle que de fil en aiguille, de filature en inquisition, la collecte des renseignements concernera toujours plus de gens.

Il faudra fiché ceux qui connaissent des « terroristes », en ont connu ou hébergé, il faudra également se renseigner sur les amis de leurs amis, et puis sur les fréquentations de ceux qui ont cotoyé les copains des amis ; en outre, il faudra faire référence aux activités syndicales, aux opinions politiques et religieuses de ces dangereux loustics. Pour ce qui est de notre action, il est inquiétant de remarquer que plusieurs dizaines de Rémois se sont rendus à cette convocation. Nous faisons pourtant référence à 1984, donc à Orwell, nous demandons la carte d'identité, un extrait de naissance, une attestation de travail, le numéro d'immatriculation à la Sécurité sociale. Et ces personnes ont trouvé normal d'obtempérer ».

On peut participer à la solidarité à l'égard de nos amis FLICS injustement condamnés en versant les dons à l'EGREGORE BP 1213 51058 Reims cedex (sans ordre).

1) Le Monde du mercredi 7 novembre et Libération du mardi 6 novembre.